

# Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien kazakh "Kazakhstanskaya Pravda" du 6 octobre 2009, notamment sur les relations franco-kazakhs.

1. Monsieur Sarkozy, quels sont les objectifs essentiels de votre visite au Kazakhstan ?

Dès notre première rencontre, il y a deux ans à New York, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président Nazarbaev et moi avons décidé d'un commun accord de donner un nouvel élan aux relations entre nos deux pays.

Le constat était simple : le Kazakhstan et la France ont des intérêts communs dans de très nombreux domaines - politique, économique, stratégique, énergétique... -, mais notre coopération n'était pas à la hauteur de ces enjeux. Le temps était venu de donner à nos deux pays la relation qu'ils méritent. C'est dans cet esprit que nous avons conclu, en juin 2008, à l'occasion de la visite du Président Nazarbaev à Paris, un partenariat stratégique.

Au-delà des mots, il s'agit de construire entre nos deux pays des coopérations extrêmement concrètes, de long terme, dans tous les domaines où nous avons des intérêts communs. La visite que j'effectue aujourd'hui va nous permettre de franchir une nouvelle étape dans ce partenariat et de lancer de nouvelles coopérations, notamment grâce à la signature de plusieurs accords et de contrats. Elle sera aussi l'occasion pour le Président Nazarbaev et moi d'approfondir le dialogue politique entre nos deux pays, que nous avons porté depuis deux ans à un niveau sans précédent. Sur un plan plus personnel, je suis très heureux de revenir au Kazakhstan. Je garde un très bon souvenir de la visite que j'y avais effectué en 1993 en tant que Ministre. Je suis aussi très impatient de découvrir votre nouvelle capitale, Astana.

2. Comment qualifieriez-vous l'état actuel des relations bilatérales avec le Kazakhstan ? Où doit-on porter son attention et quels sont les domaines où il faut encore progresser ?

Nous sommes véritablement en train d'ouvrir une nouvelle page des relations entre nos deux pays, dans tous les domaines.

Sur le plan politique d'abord. Parce que vous êtes un pôle de stabilité dans une région, l'Asie centrale, qui a une importance stratégique majeure, parce que vous êtes un pont entre l'Asie et l'Europe, vous pouvez apporter une contribution irremplaçable à la résolution des crises qui se sont multipliées dans la région. Votre géographie, au carrefour des routes énergétiques, et vos réserves en hydrocarbures font également de vous un acteur majeur de la sécurité énergétique du monde, et de l'Europe en particulier.

Toutes ces raisons font que le Kazakhstan a vocation à jouer un rôle de plus en plus grand dans les affaires du monde. C'est notre conviction et c'est aussi notre souhait. C'est la raison pour laquelle la France a soutenu votre candidature à la présidence de l'OSCE et c'est pourquoi nous souhaitons aujourd'hui vous aider à réussir cette échéance majeure pour votre pays.

Nos relations se sont aussi fortement développées sur le plan économique. Le Président Nazarbaev veut que votre pays soit d'ici 10 ans parmi les économies les plus compétitives du monde. Nous pensons que c'est possible et nous voulons vous y aider. La France est aujourd'hui le cinquième investisseur étranger au Kazakhstan, mais je suis sûr que nous pouvons faire encore mieux. Ce que nous voulons, c'est développer avec vous de véritables partenariats industriels et technologiques de long terme. Entre nos pays, entre nos entreprises, il faut dépasser la relation de client à fournisseur et entrer dans une logique véritablement partenariale : il ne s'agit pas

ne s'agit pas simplement de vendre et d'acheter, nous voulons faire ensemble. C'est par exemple ce qu'Areva et Kazatomprom sont en train de faire dans le domaine du nucléaire. Ces coopérations de long terme ne doivent pas seulement concerner nos géants industriels, elles doivent s'étendre aussi aux PME. C'est pourquoi j'ai souhaité que de nombreux dirigeants de PME m'accompagnent dans cette visite.

Enfin, nous avons également développé des coopérations en matière d'éducation et de recherche. Il faut aller plus loin, nous sommes prêts à accueillir encore plus d'étudiants kazakhstaniens dans nos universités. Sur le plan culturel, nos deux pays partagent une tradition cinématographique ancienne et je souhaite que nos coopérations dans ce domaine, qui existent déjà, se renforcent encore.

3. L'Europe est un partenaire clé du Kazakhstan. Avec l'élargissement de l'Union européenne, jusqu'au où prévoyez-vous l'extension possible du continent européen. En préparant votre visite au Kazakhstan, vous vous êtes certainement familiarisé avec le programme « La voie vers l'Europe » ?

C'est vrai, le Kazakhstan et l'Union européenne ont construit, au fil des années, une relation de plus en plus solide. Vous êtes aujourd'hui notre premier partenaire commercial en Asie centrale, près d'un quart de vos importations proviennent des pays de l'Union.

Cette relation, nous lui avons également donné une traduction politique en signant, en 1999, un Accord de Partenariat et de Coopération et en adoptant, en juin 2007, une stratégie pour l'Asie centrale qui fixe les priorités de notre coopération, comme l'éducation, le commerce, l'investissement, le transport, l'énergie, mais aussi la gestion des frontières, la lutte contre le trafic de drogue, ou encore la promotion des droits de l'Homme et de l'Etat de droit.

Comme je vous le disais, le Kazakhstan peut aussi jouer un rôle majeur pour la sécurité énergétique de l'Europe. Votre pays cherche à diversifier ses voies d'évacuation et nous, nous souhaitons diversifier nos fournisseurs. Il est dans notre intérêt à tous d'approfondir notre relation dans ce domaine.

Vous le voyez, avec l'Europe aussi, les champs de coopération sont immenses et c'est pourquoi je souhaite que les relations entre l'Union et le Kazakhstan continuent de se renforcer. A cet égard, le programme « Une voie vers l'Europe » que vous évoquez, constitue une feuille de route claire et volontariste, qui pourra, une fois concrétisée, nous aider avancer sur ce chemin. La réussite de votre présidence de l'OSCE devrait également y contribuer.

Je reviens un instant sur votre question concernant les limites de l'Europe. Ma position est connue, elle n'a jamais varié : je considère que l'Europe doit avoir des frontières car c'est la condition d'une Europe politique. Une Europe qui se diluerait à l'infini se condamnerait à n'être qu'un ensemble sans unité, sans volonté et finalement sans identité. Moi, je veux une Europe forte, qui décide, qui agit, qui s'engage. Une Europe dans laquelle les citoyens se reconnaissent. Où s'arrêtent les frontières de l'Union ? C'est une question difficile, j'en conviens, sur laquelle il faudra que les Européens se déterminent tous ensemble.

4. Dans votre livre « Témoignage », vous avez indiqué qu'après avoir pris le risque de dire aux Français la vérité, ils vous ont répondu par leur confiance. Ressentez-vous cette confiance actuellement.

Ce que je constate, c'est que même confrontée à une crise aussi violente que celle que nous connaissons aujourd'hui, la France est un pays où l'on peut faire des réformes. La vision caricaturale d'une France recroquevillée sur elle-même, d'une France qui refuserait le mouvement, cette idée là a vécu.

Dès le début de la crise, je l'avais dit aux Français : rien ne serait pire que de prendre prétexte de la situation pour ne pas faire les changements dont notre pays a besoin. J'ai voulu que nous poursuivions les réformes engagées parce qu'elles nous rendront plus forts, parce qu'elles nous permettront de redémarrer plus vite et parce que le monde ne nous attendra pas.

Dans un monde qui bouge, l'immobilisme n'est tout simplement pas permis. Regarder le monde changer sans changer nous-mêmes, ce serait se condamner au déclin. Cela, je crois que les Français l'ont parfaitement compris.

5. Quel est le cap que vous voulez donner à la politique étrangère, et quelle y est la place du Kazakhstan ?

Pour moi, une France fidèle à elle-même, à ses valeurs, c'est une France qui prend toute sa place dans les affaires du monde et qui s'engage partout où elle peut être utile pour aider à trouver des solutions et c'est une France qui porte ses valeurs, ses idées et qui les propose au monde et c'est une France, enfin, qui agit, qui innove, qui est un acteur majeur face aux grands défis de notre époque.

C'est cette idée de la France, de son rôle dans le monde, qui guide notre politique étrangère depuis que j'ai été élu. Au Liban, au Darfour, pendant la crise de Gaza ou lors du conflit russo-géorgien, nous nous sommes totalement impliqués pour aider les parties à trouver le chemin de la paix. Face aux grands défis globaux - la lutte contre le changement climatique, la refondation du capitalisme, la réforme de la gouvernance mondiale, la sécurité internationale ... - la France prend ses responsabilités et se met à l'avant-garde.

Comme je vous l'ai dit, le Kazakhstan est pour nous un partenaire majeur dans une région, l'Asie centrale, absolument stratégique pour le monde et un géant avec qui nous voulons développer nos relations dans tous les domaines : politique, économique, énergétique, culturel, humain... Le Kazakhstan, c'est aussi ce pont entre l'Europe et l'Asie qui peut jouer un rôle irremplaçable pour aider à trouver une issue aux crises et aux conflits de la région. Voilà pourquoi le Kazakhstan est, pour la France, une priorité stratégique.

6. La France est l'un des premiers Etats à avoir soutenu la candidature de notre pays à la présidence de l'OSCE en 2010. Au cours de sa présidence, l'une des priorités essentielles du Kazakhstan sera le de traiter du problème afghan. Comment peut-on coopérer dans ce domaine ? Quel est votre point de vue sur la résolution de cette question importante ?

La France a joué un grand rôle depuis deux ans pour aider à redéfinir la stratégie internationale en Afghanistan autour d'une approche plus globale, qui dépasse la seule dimension militaire.

Cette nouvelle approche prend acte du fait qu'une solution durable au problème afghan ne peut être que de nature politique et qu'elle doit donc passer par un effort accru en faveur du développement et par une attention plus grande donnée à la dimension régionale. C'est cette nouvelle stratégie que nous avons adoptée en 2008 au Sommet de l'OTAN à Bucarest, et réaffirmée lors des Conférence internationales sur l'Afghanistan de Paris et de La Haye.

Pour ce qui est spécifiquement du renforcement de la coopération régionale, de nombreuses pistes d'action ont été tracées, notamment lors de la réunion de La Celle Saint-Cloud de décembre 2008. Le Kazakhstan, du fait de son poids économique et de son influence très grande dans la région, peut jouer un rôle essentiel pour contribuer à ce que les engagements pris à cette occasion trouvent une concrétisation rapide.

La présidence de l'OSCE va donner à votre pays des marges de manoeuvre supplémentaires pour aller encore plus loin dans cette voie. Soyez surs que la France vous soutiendra pleinement dans vos efforts pour renforcer les liens entre l'Asie centrale et l'Afghanistan, et pour favoriser le désenclavement, notamment économique, de ce pays. A mon sens, cela devrait passer par la définition d'une stratégie régionale concertée avec les différents pays d'Asie centrale. Mais au-delà du dossier afghan, c'est toute la région qui pourrait bénéficier de cette coopération régionale renforcée.

7. La crise financière mondiale a eu des conséquences négatives pour tous les pays. Quelles sont vos recettes pour la surmonter ?

Une crise d'une telle ampleur oblige à beaucoup de modestie et personne, me semble-t-il, ne peut avoir la prétention de détenir la solution. Mais depuis le début de cette crise, j'ai porté, avec d'autres, quelques idées simples, auxquelles je crois profondément.

Premièrement, que le monde devait se rassembler car aucun pays, aucun continent, ne pouvait faire face à un tel choc seul. Face à une crise d'une telle violence, la coopération n'était pas une option, c'était une nécessité. C'est ce que j'avais dit devant l'Assemblée générale de l'ONU, il y a tout juste un an, et cinq semaines plus tard, cela donnait le G20, qui s'est réuni à Pittsburgh pour la troisième fois.

Deuxièmement, j'ai dit ma conviction qu'il fallait refonder en profondeur le système financier, qu'on ne pouvait pas laisser les choses recommencer comme avant. J'ai dit qu'il fallait reconstruire un capitalisme régulé, un capitalisme fondé sur la création, sur l'innovation et non sur la spéculation et sur la rente £ un capitalisme qui favorise l'économie réelle et non l'économie virtuelle £ un capitalisme, enfin, qui soit au service du développement, c'est-à-dire au service des hommes.

Et c'est ce qui est train de se passer. Les G20 de Washington, de Londres et de Pittsburgh ont permis des avancées en matière de régulation financière que personne n'aurait imaginées il y a encore quelque mois. Rendez-vous compte : bientôt, plus aucun acteur, plus aucun établissement financier, plus aucune place financière n'échappera aux contrôles. Ce principe, que nous avons posé dès Washington, est en train de devenir une réalité. Les agences de notation sont désormais contrôlées, bientôt les « hedge funds » le seront aussi. Les paradis fiscaux, le secret bancaire, c'est terminé. Nous allons encadrer les rémunérations, et notamment celle des traders pour mettre fin au scandale absolu des bonus : désormais, il n'y aura plus de bonus garanti, plus de bonus versés en une seule fois et surtout, plus de bonus sans malus, c'est-à-dire que si les résultats ne sont pas au rendez-vous, les autres versements seront supprimés. Mieux, les banques centrales pourront désormais décider de plafonner les bonus en fonction des revenus de la banque. Nous allons aussi changer les règles comptables pour qu'elles permettent de prévenir les crises et de limiter leur impact, plutôt que de les provoquer et de les aggraver.

Refonder le capitalisme, c'est aussi réformer la gouvernance économique mondiale pour donner plus de poids aux grands pays émergents et aux régions en développement. C'est ce que nous avons commencé à faire en faisant du G20 le groupe de référence pour parler de tous les grands sujets économiques et financiers, mais aussi en décidant à Pittsburgh de donner aux émergents un plus grand pouvoir de décision au sein du FMI.

Enfin, comme la plupart de nos partenaires, nous avons adopté des mesures massives pour soutenir l'activité, en donnant la priorité à l'investissement afin que notre plan de relance serve aussi à préparer l'avenir. Et puis nous avons pris un certain nombre de mesures ciblées pour venir en aide à ceux qui étaient le plus durement touchés par la crise.

La crise n'est pas terminée, nous le savons bien, mais le pire a probablement été évité et cela n'a été possible que parce que le monde s'est rassemblé. La priorité aujourd'hui, c'est de tout faire pour qu'une telle catastrophe ne puisse pas se reproduire en poursuivant la réforme du système financier mondial que nous avons engagée. C'est cela, notre responsabilité.

8. Notre question traditionnelle. Quelles sont, à votre avis, les qualités que doit posséder l'homme politique contemporain ?

La première qui me vient à l'esprit, c'est la volonté d'agir. Les dirigeants n'ont pas été élus pour commenter la marche du monde, mais pour prendre des décisions, pour trouver des solutions, pour résoudre les problèmes. Voilà ce que les citoyens attendent de nous. C'est n'est pas toujours facile, bien sûr, c'est même parfois risqué, mais cela n'est jamais une excuse. A la place où nous sommes, nous avons un privilège extraordinaire, celui de pouvoir changer les choses. Nous ne devons jamais l'oublier. Pour un dirigeant politique, agir n'est donc pas un choix, c'est un devoir. L'autre élément fondamental, c'est le sens des responsabilités. Dans un monde en pleine transformation, où les menaces se multiplient, où les défis s'accumulent, notre responsabilité, à nous les dirigeants, est immense. Si nous ne prenons pas les décisions qui s'imposent pour faire face à une crise financière comme celle que nous venons de connaître, pour lutter contre le changement climatique qui menace la survie même de notre planète, pour régler les crises qui mettent en péril la sécurité internationale, qui le fera à notre place ?

Agir, mais agir en hommes ou en femmes responsables pour le bien de tous, voilà selon moi ce que nos concitoyens sont en droit d'exiger de leurs dirigeants.